

Je suis heureux de dire que le temps a tourné au beau depuis cinq ans. C'est avec une confiance justifiée que nous envisageons la possibilité d'un règlement européen qui serait le fruit d'une entente avec les Russes. L'OTAN a contribué à ce processus et continue de le faire d'une façon essentielle et constructive en facilitant et en favorisant la détente qui est maintenant acceptée comme prélude nécessaire à un règlement en Europe. Un accord sur la cessation des essais nucléaires a été signé et nous sommes en train de négocier avec les Russes un traité bannissant l'adhésion au "club nucléaire". Il est réconfortant de constater que nos alliés de l'OTAN partagent notre satisfaction. L'accord est général sur la nécessité d'améliorer les relations avec les pays communistes.

Dans certains pays, néanmoins, en fait dans tous ceux de l'OTAN, la portée de ces progrès a été, je crois, mal calculée. On prétend que l'alliance occidentale peut diminuer ses moyens de défense, parce que l'Union soviétique a démontré qu'elle n'attaquerait pas l'Ouest. Une variante de cette thèse prétend que la vraie force de dissuasion réside dans les forces stratégiques des États-Unis et que les forces de l'OTAN en Europe sont de ce fait négligeables.

Le Gouvernement du Canada a étudié attentivement les divers aspects de cette thèse. Nous avons conclu qu'une telle politique serait imprudente, voire dangereuse. En dépit de l'amélioration de leurs relations avec le monde occidental, les Russes ont poursuivi et poursuivent toujours le développement de leur puissance militaire, qui est déjà formidable. En leur opposant une puissance égale, nous avons forcé les chefs soviétiques à accepter graduellement l'idée qu'un règlement pacifique en Europe est la seule solution possible. Nous ne pouvons pas être assurés que leur ancien appétit d'expansion ne renaîtra pas si l'OTAN devait se départir de ses moyens de défense.

Et comment la politique de l'Allemagne serait-elle influencée si le Gouvernement de ce pays ne pouvait plus invoquer l'appui militaire de ses alliés, qui est représenté par les forces de sept pays de l'OTAN qui sont en garnison en Allemagne? Dans de telles circonstances, pourrions-nous nous attendre que le Gouvernement allemand accepte un traité de non-prolifération?

Nous ne pouvons pas davantage oublier le danger d'un conflit qui pourrait découler d'un accident ou d'une erreur de calcul. Le continent européen demeure divisé et la ville de Berlin se trouve isolée, à cent milles à l'intérieur du territoire communiste. En dépit de cette situation fort explosive, la paix et la stabilité ont régné en Europe durant une période au cours de laquelle de nombreuses guerres, petites et grandes, et d'une régularité décourageante, ont éclaté dans la plupart des autres parties du monde. Cette paix remarquable et, pour nous, essentielle, que l'Europe a connue dépend surtout de l'influence stabilisatrice des deux alliances militaires en Europe, l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Et la force de l'OTAN sert toujours à détourner l'Union soviétique et son alliée, l'Allemagne orientale, d'exploiter la supériorité de leur force militaire locale pour isoler Berlin complètement.

L'été dernier, M. Alastair Buchan, dans une allocution prononcée à la Conférence de Banff sur les Affaires mondiales, a exprimé son inquiétude en face du danger que représentait la diminution des troupes de l'Ouest. Voici ses propres paroles: